

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes
25-26 rue des Ailes
37210 PARCAY MESLAY

PARCAY MESLAY, le 12/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/09/2022

Contexte et constats

Publié sur 

BODET (Magasins)

Avenue Yves Farges
37700 ST PIERRE DES CORPS

Références : VAT 2022-0609
Code AIOT : 0010003941

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/09/2022 dans l'établissement BODET (Magasins) implanté 60 avenue Yves Farges 37700 ST PIERRE DES CORPS. L'inspection a été annoncée le 21/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection des installations classées a procédé le 29 septembre 2022 à une visite d'inspection de l'établissement MAGASINS BODET de Saint-Pierre-des-Corps, dont l'objectif était d'examiner les risques que les activités des MAGASINS BODET sont susceptibles de générer sur le dépôt pétrolier voisin, DPSPC classé Seveso Seuil Bas. Cette inspection s'inscrit dans le cadre de l'action nationale post Lubrizol « Seveso et Effets Dominos ».

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BODET (Magasins)
- 60 avenue Yves Farges 37700 ST PIERRE DES CORPS
- Code AIOT : 0010003941
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

L'activité des Magasins BODET aujourd'hui SCI des Magasins de Saint-Pierre-des-Corps est le stockage de céréales autorisé par arrêté préfectoral du 05/08/1993. Aujourd'hui l'exploitant loue ses trois magasins. Les trois magasins ont fait l'objet de l'inspection.

Le thème de visite retenu est le suivant :

- Vérification de la situation administrative du site.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Vérification de la situation administrative	Arrêté Préfectoral du 05/08/1993, article 3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il n'a pas été constaté, dans les 3 magasins, de présence de stockage de produits à caractère inflammable, combustible ou comburant, ou de déchets en quantités susceptibles de présenter des risques d'incendie ou d'explosion pouvant se propager au site exploité par la société DPSPC Sud situé à moins de 100 m des bureaux et du magasin n°3.

Le changement d'exploitant n'a pas été réalisé et la cessation de l'activité de stockage de plaquettes de bois en extérieur n'a pas été réalisée auprès de la préfecture d'Indre-et-Loire.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Vérification de la situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/08/1993, article 3
Thème(s) : Situation administrative, Vérification de la situation administrative
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : <u>Rubrique ICPE 2160 : Silos et installation s de stockage, en vrac, de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable, à l'exception des installations relevant par ailleurs de la rubrique 1532 :</u> 2. Autres installations : a) Si le volume total des stockages est supérieur à 15 000 m³ : régime de l'autorisation b) Si le volume total des stockages est supérieur à 5 000 m³ mais inférieur ou égal à 15 000 m³ : régime de la déclaration (14600 m3 déclarés en utilisation le 20 juin 2001)</p> <p><u>Rubrique ICPE 1532 (déclaration du 20/09/2017) : Stockage de bois ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés</u> et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et mentionnés à la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 , à l'exception des établissements recevant du public : Autres installations que celles définies au 1, à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510, le volume susceptible d'être stocké étant : b) Supérieur à 1 000 m³ mais inférieur ou égal à 20 000 m³ (9000 m3 de plaquettes de bois stockées en extérieur déclarés le 20/09/2017).</p>
<p>Constats : Le changement d'exploitant des Magasins Bodet en SCI des Magasins de Saint-Pierre-des Corps n'a pas été réalisé conformément à l'article R.181-47 du code de l'environnement. La cessation de l'activité de stockage de plaquettes de bois en extérieur n'a pas été réalisée auprès de la préfecture d'Indre-et-Loire conformément aux article R.515-66-1 et suivants du code de l'environnement.</p>
<p>Observations : L'exploitant précise que le site des magasins BODET est aujourd'hui propriété de la SCI des magasins de Saint-Pierre-des-Corps. Le changement d'exploitant n'a pas été réalisé. Constat de l'absence de stockage de céréales le jour de l'inspection dans le magasin n°1, n°2 et n°3. Contrôle visuel des trois magasins : - présence de stockage de matériels métalliques dans le magasin n°1 non soumis à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement, - utilisation du magasin n°2 comme parking (présence de véhicules légers). L'exploitant précise que ce magasin est loué à la société FERROTRACT. - le magasin n°3 est quasi vide (présence d'une benne, d'un tracteur et de matériel divers ainsi que quelques extincteurs). Il n'a pas été constaté, dans les 3 magasins, de présence de stockage de produits à caractère inflammable, combustible ou comburant, ou de déchets en quantités susceptibles de présenter des risques d'incendie ou d'explosion pouvant se propager au site exploité par la société DPSPC Sud situé à moins de 100 m des bureaux et du magasin n°3.</p> <p>Constat de l'absence de stockage de plaquettes de bois en vrac en extérieur. L'exploitant indique que le stockage de plaquettes de bois n'est plus exploité par la société SAS 2B Energie depuis 4 ans. L'inspection des installations classées constate que la cessation d'activité n'a pas été réalisée. L'exploitant précise que cette partie du site (zone de stockage extérieur) a, depuis, été vendue à la société FERROTRACT. L'inspection des installations classées constate visuellement que cette zone est exploitée par la société FERROTRACT.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet